



Régie Municipale de Saint-Avold
53, rue Foch
B.P. 50005
57501 SAINT-AVOLD CEDEX
Tél. : 03 87 91 25 03 – Fax : 03 87 91 20 90

- **Electricité**
 - **Gaz**
 - **Eau**
 - **Assainissement**
 - **Eclairage Public**
 - **Chauffage Urbain**

*COGENERATION PAR MOTEUR A GAZ NATUREL
INSTALLATION NEUVE DE 299 KW
ELECTRIQUE*

C.C.A.P.

Cahier des Clauses Administratives Particulières

Maître d'Ouvrage	Entreprise
Energis 53,rue Foch BP 5005 57501 SAINT-AVOLD	

SOMMAIRE

1. OBJET DU MARCHE – DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1 Objet du marche – Emplacement des travaux – Domicile de l'entrepreneur	4
1.2 Tranches et lots	4
1.3 Les parties contractantes	4
1.4 Coordonnateur de sécurité	4
1.5 Sous-traitance	5
1.6 Co-traitance	5
1.7 Ordres de service	5
2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	6
3. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES – VARIATION DANS LES PRIX – REGLEMENT DES ACOMPTES	7
3.1 Répartition des paiements	7
3.2 Tranche(s) conditionnelle(s)	7
3.3 Contenu des prix – Mode d'évaluation des ouvrages et des règlements des Acomptes	7
3.4 Variation dans les prix	8
3.5 Paiement des cotraitants et des sous-traitants	9
4. DELAIS D'EXECUTION - PENALITES	11
4.1 Délais d'exécution des travaux	11
4.2 Prolongation des délais d'exécution	11
4.3 Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux	11
4.4 Pénalités pour non atteinte des objectifs dans l'exécution du contrat d'exploitation et de maintenance	11
4.5 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	11
4.6 Délais et retenues pour remise des documents fournis à l'achèvement des travaux	13
4.7 Sanctions pour manquement vis-à-vis d'une obligation concernant la santé ou la sécurité des travailleurs	13
5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SECURITE	14
5.1 Retenue de garantie	14

5.2	Avances forfaitaires	14
5.3	Délai global de paiement du marché et intérêts moratoires	14
6.	PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS	15
6.1	Provenance des matériaux et produits	15
6.2	Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt	15
6.3	Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits	15
6.4	Prise en charge, manutention et conservation par l'entrepreneur des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage	16
7.	IMPLANTATION DES OUVRAGES	17
7.1	Piquetage général	17
7.2	Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés	17
8.	PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX	18
8.1	Période de préparation – Programme d'exécution des travaux	18
8.2	Plans d'exécution – Notes de calculs – Etudes de détail	18
8.3	Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail	19
8.4	Organisation, Mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé	19
9.	CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX	21
9.1	Essais et contrôles en cours de travaux	21
9.2	Réception	21
9.3	Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou parties d'ouvrages	22
9.4	Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages	22
9.5	Documents fournis à l'achèvement des travaux	22
9.6	Délais de garantie	22
9.7	Assurances	24

1. OBJET DU MARCHE – DISPOSITIONS GENERALES

1.1 OBJET DU MARCHE – EMPLACEMENT DES TRAVAUX – DOMICILE DE L'ENTREPRENEUR

Les clauses du présent cahier sont applicables aux entreprises ainsi qu'aux groupements d'entreprises.

Ce présent marché est un Marché Global de performances portant sur la construction et l'exploitation d'un moteur gaz de cogénération.

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent la fourniture clés en main d'une installation conteneurisée de cogénération équipée d'un groupe électrogène à gaz naturel d'une puissance nominale électrique de 299 Kw sortie alternateur et la proposition sur 8 ans d'un contrat de maintenance et d'exploitation.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

A défaut d'indication dans l'acte d'engagement du domicile élu par l'entrepreneur à proximité des travaux, les notifications se rapportant au marché seront faites à ENERGIS jusqu'à ce que l'entreprise ait fait connaître à la personne responsable du marché l'adresse du domicile qu'il aura élu.

1.2 TRANCHES ET LOTS

Le présent Marché n'est pas limitatif et l'ENTREPRISE titulaire devra réaliser tous les travaux nécessaires à la parfaite et complète exécution de son ouvrage de l'unité de cogénération

Les limites de prestations sont définies à l'article 2.2 du CCTP.

1.3 LES PARTIES CONTRACTANTES

Les parties contractantes sont :

a/ Le Maître d'Ouvrage : Monsieur le Directeur Général d' ENERGIS

b/ Le Maître d'Œuvre : Monsieur le Directeur Général d' ENERGIS

c/ L'Entrepreneur : dont la proposition a été retenue par le Maître d'Ouvrage.

1.4 COORDONNATEUR DE SECURITE

Sans objet

1.5 **SOUS-TRAITANCE**

L'entreprise titulaire est habilitée à sous traiter certaines parties de ses prestations, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 euros.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le maître de l'ouvrage.

L'acceptation de l'agrément d'un sous traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes est possible en cours de marché selon les modalités définies à l'article 2.4 du C.C.A.G.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché (article 49 du CCAG).

1.6 **CO-TRAITANCE**

En cas de groupement d'entreprises, la composition du groupement et son mandataire devront être présentés lors de la remise de l'offre. Les entreprises seront obligatoirement groupées solidaires.

1.7 **ORDRES DE SERVICE**

Par dérogation à l'article 2.5 du CCAG, il est précisé que tous les ordres de services émis par le maître d'œuvre relatifs à un engagement financier du maître de l'ouvrage, aux délais d'exécution, aux modifications du programme initial ou à des décisions de la personne responsable du marché doivent être signés par le maître de l'ouvrage ou son représentant.

2. **PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE**

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

- acte d'engagement (A.E.),
- présent Cahier des Clauses Administratives Particulières,
- programme d'exécution des travaux,
- Cahier des Clauses Techniques Particulières,
- L'offre de l'entreprise pour la construction du groupe de cogénération
- La proposition de contrat de maintenance et d'exploitation
- pièces générales et pièce technique détaillant le matériel

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini au paragraphe 3.4.2 :

- Cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.) applicables aux marchés publics de travaux (annexe I : génie civil et annexe II : bâtiment),
- normes françaises homologuées ou normes équivalentes citées dans les Cahiers des Clauses Techniques Particulières,
- Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux (C.C.A.G.) approuvé par le décret n° 76-87 du 21 janvier 1976 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié,
- recommandations du comité technique national des industries du bâtiment et travaux publics de la Caisse Nationale d'Assurance Maladie (C.N.A.M.).

Les documents d'ordre général ne sont pas matériellement joints au marché, mais l'Entreprise déclare les connaître parfaitement. Il est précisé que les documents applicables sont les derniers en vigueur à la date de signature du marché.

Cette énumération de texte ne dispense pas l'Entreprise du respect de la réglementation en vigueur.

3. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES – VARIATION DANS LES PRIX – REGLEMENT DES ACOMPTES

3.1 REPARTITION DES PAIEMENTS

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement :

- à l'entreprise titulaire et à ses sous traitants,
- à l'entreprise mandataire titulaire, ses cotraitants et sous-traitants.

3.2 TRANCHE(S) CONDITIONNELLE(S)

Sans objet.

3.3 CONTENU DES PRIX – MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES ET DES REGLEMENTS DES ACOMPTES

3.3.1 Prix

Les prix du marché sont hors T.V.A et réputés comprendre tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au transport jusqu'au lieu de livraison, au stockage et au gardiennage sur site ainsi qu'au montage des équipements et la à mise en exploitation.

3.3.2 Nature des prix

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par un prix global et forfaitaire.

3.3.3 Modalités de règlement

- 3.3.3.1 Par dérogation à l'article 11.1 du C.C.A.G., l'entreprise titulaire remet au maître d'œuvre un décompte, une facture ou un mémoire précisant les sommes auxquelles elle prétend du fait de l'exécution du marché et donnant tous les éléments de détermination de ces sommes avec les pièces justificatives correspondantes. Cette remise est opérée après livraison des équipements à la charge de l'entreprise titulaire pour la partie fourniture, et après réception pour la partie installation.

3.3.3.2 Par dérogation à l'article 13.11 du C.C.A.G., les projets de décomptes mensuels arrêtés au dernier jour du mois m devront être remis au maître d'œuvre entre le 1^{er} et le 10^e jour du mois m + 1. Si un projet est remis entre le 11^e et le dernier jour du mois m + 1, la date d'origine du décompte du délai maximum de paiement applicable à ce projet sera le 1^{er} jour du mois m + 2. Si aucun projet n'est transmis le dernier du jour du mois m + 1, l'entrepreneur s'expose à l'application des mesures prévues à l'article 20.3 du C.C.A.G.

3.3.4 **Approvisionnements**

Pour l'application de l'article 11.4 du C.C.A.G, il est précisé que les approvisionnements peuvent figurer dans les décomptes mensuels.

A l'appui de tout projet de décompte comportant des approvisionnements, l'entrepreneur ou le sous-traitant doit justifier qu'il a acquis et effectivement payé les matériaux concernés en toute propriété.

Les approvisionnements ne peuvent être pris en compte que s'ils sont lotis de telle manière que leur destination ne fasse aucun doute et qu'ils puissent être facilement contrôlés.

3.4 **VARIATION DANS LES PRIX**

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

3.4.1 **Prise en compte des variations des conditions économiques**

- Les prix sont fermes non actualisables pour la fourniture clés en main d'une installation conteneurisée de cogénération
- Le contrat de maintenance portera une formule de révision des prix applicable annuellement sur la durée contractuelle de 8 ans.

3.4.2 **Mois d'établissement des prix du marché**

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de janvier 2019. Ce mois est appelé "mois zéro".

3.4.3 **Choix de l'index de référence**

Le contrat de maintenance portera une formule de révision des prix applicable annuellement sur la durée contractuelle de 8 ans.

3.4.4 **Modalités d'actualisation des prix fermes**

Sans objet.

3.4.5 Modalités de révision des prix

Le contrat de maintenance portera une formule de révision des prix applicable annuellement sur la durée contractuelle de 8 ans.

3.4.6 Révision provisoire

Sans objet.

3.4.7 Application de la taxe à valeur ajoutée

Les montants des acomptes mensuels et du solde sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur à la date du fait générateur de la T.V.A.

3.4.8 Dernier index de révision

Sans objet.

3.5 PAIEMENT DES COTRITANTS ET DES SOUS-TRAITANTS

3.5.1 Désignation de sous-traitant en cours de marché

Un sous traitant ne peut être accepté qu'à la condition formelle que l'entreprise titulaire joigne en deux exemplaires, à la déclaration et aux documents visés à l'article 2.41 du cahier des clauses administratives générales Travaux, les documents suivants datés et signés par une personne habilitée à engager le sous-traitant :

- la déclaration visée au 3è de l'article 45 du code des marchés publics,
- la déclaration attestant sur l'honneur qu'il n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L 324-9, L 341-6, L 125-1 et L 125-3 du code du travail,
- la déclaration attestant sur l'honneur que le travail sera réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L 620-3, L 143-3 et L 143-5 du code du travail,
- la déclaration attestant sur l'honneur son intention ou non de faire appel, pour l'exécution du contrat, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

L'avenant ou l'acte spécial précise tous les éléments contenus dans la déclaration et mentionne les pièces jointes.

Il indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- les renseignements mentionnés à l'article 2.43 du cahier des clauses administratives générales,

- le compte à créditer,
- la personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article 108 du Code des marchés publics,
- le comptable assignataire des paiements.

3.5.2 Modalités de paiement direct

Pour les sous-traitants, l'entreprise titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

Dans le cas d'un groupement solidaire, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des entrepreneurs solidaires, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévus dans le marché.

Pour les sous-traitants d'un entrepreneur du groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire au projet de décompte, signée par celui des entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous traitance et indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage au sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

4. DELAIS D'EXECUTION - PENALITES

4.1 DELAIS D'EXECUTION DES TRAVAUX

Les stipulations correspondantes pour le délai d'ensemble figurent dans l'acte d'engagement. Les délais intermédiaires découlent du calendrier d'exécution proposé lors de l'offre par l'entreprise.

4.2 PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION

Conformément à l'article 19.2 du CCAG Travaux.

4.3 PENALITES POUR RETARD DANS L'EXECUTION DES TRAVAUX

L'entreprise subira :

- par jour de retard dans la livraison des fournitures et dans l'achèvement des travaux, une pénalité de 1000 € (mille euros) pour autant que la responsabilité de l'entreprise soit établie,
- par jour de retard dans la remise des documents visés à l'article 8.1, une pénalité de 200 € (deux cents euros),
- en cas d'absence à un rendez-vous de chantier, dûment convoqué par le maître d'œuvre, une pénalité de 100 € (cent euros) par absence.

4.4 PENALITES POUR NON ATTEINTE DES OBJECTIFS DANS L'EXECUTION DU CONTRAT D'EXPLOITATION ET DE MAINTENANCE

Dans le cadre du contrat de maintenance l'entreprise propose des objectifs chiffrés et s'engage à les atteindre.

Dans son contrat de maintenance l'Entreprise proposera une assiette de bonus-malus permettant à minima pour le maître d'ouvrage de couvrir ses pertes d'exploitation en dessous du seuil des performances proposer par l'Entreprise.

4.5 REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier ne sont pas compris dans le délai d'exécution.

A la fin des travaux, dans le délai de 15 jours comptés de la date de la notification de la décision de réception, l'entreprise titulaire du marché devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais de l'entreprise dans les conditions stipulées à l'article 37 du CCAG sans préjudice d'une pénalité de 500 € (cinq cents euros) par jour de retard.

4.6

DELAI ET RETENUES POUR REMISE DES DOCUMENTS FOURNIS A L'ACHEVEMENT DES TRAVAUX

- En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir à l'achèvement des travaux, conformément à l'article 40 du CCAG, une retenue égale à 100 € (cent euros) sera opérée, dans les conditions stipulées à l'article 20-6 du CCAG sur les sommes dues à l'entreprise.
- En cas de retard dans la remise des plans ou CCTP et autres documents à fournir à l'avancement ou à l'achèvement des travaux, une retenue égale à 100 € (cent euros) sera opérée, dans les conditions stipulées à l'article 20-6 du CCAG sur les sommes dues à l'entreprise.

4.7

SANCTIONS POUR MANQUEMENT VIS-A-VIS D'UNE OBLIGATION CONCERNANT LA SANTE OU LA SECURITE DES TRAVAILLEURS

En cas de manquement de la part de l'entreprise ou de son sous-traitant d'une obligation concernant la santé ou la sécurité des travailleurs, le maître de l'ouvrage se réserve le droit de saisir sans délai et sans mise en demeure les organismes ou administrations de contrôle, sans préjudice de l'application des dispositions prévues à l'article 31.44 du CCAG Travaux.

5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SECURITE

5.1 RETENUE DE GARANTIE

Le titulaire du marché est soumis à une retenue de garantie égale à 5 % du montant TTC de chaque acompte et du solde.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande établie selon le modèle fixé par arrêté du 10/12/93 du ministre chargé de l'économie et des finances.

L'organisme apportant sa garantie doit être choisi parmi les tiers agréés par le ministre chargé de l'économie et des finances ou le comité visé à l'article L 612.1 du code monétaire et financier et agréé par l'autorité publique contractante.

Par dérogation à l'article Y.1 du CCAG Travaux, cette garantie doit être constituée en totalité et présentée au plus tard avec la demande de paiement correspondant au premier acompte. En cas d'avenant ou de décision de poursuivre, elle doit être complétée dans les mêmes conditions. Dans l'hypothèse où cette garantie ne serait pas constituée, ou complétée dans ce délai, la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée et le titulaire perd jusqu'à la fin du marché la possibilité de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

5.2 AVANCES FORFAITAIRES

Sauf renoncement de l'entreprise titulaire, une avance forfaitaire sera versée à l'entreprise dans les conditions visées à l'article 87 du code des marchés publics si le montant du marché est supérieur à 90 000 euros hors taxes.

La base de calcul de l'avance forfaitaire est de 5 % du montant TTC initial du lot, en déduisant l'avance forfaitaire sollicitée par le ou les sous-traitants, déterminée au prorata de leurs prestations.

Cette avance forfaitaire ne sera mandatée par le maître d'ouvrage que si le titulaire ou le sous-traitant a constitué une garantie à première demande pour garantir le remboursement de l'intégralité de l'avance forfaitaire.

5.3 DELAI GLOBAL DE PAIEMENT DU MARCHE ET INTERETS MORATOIRES

Le mode de règlement est le virement administratif en respectant un délai global de paiement de quarante cinq jours maximum pour les acomptes (date de réception), les paiements partiels définitifs et pour le solde, sachant que les délais intermédiaires seront les suivants : 15 jours pour le maître d'œuvre, 15 jours pour le comptable public.

Le défaut de paiement fait courir de plein droit des intérêts moratoires. Le taux de ces intérêts moratoires est celui de l'intérêt légal en vigueur, augmenté de deux points.

6. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

6.1 PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS

Le C.C.T.P. fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants dont le choix n'est pas laissé à l'entreprise ou n'est déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

Le C.C.T.P. fixe les produits pour lesquels l'entreprise peut faire jouer la clause d'équivalence et ceux pour lesquels la conformité aux normes et marques de qualité sera attestée par des certificats.

Pour ceux de ces produits, proposés par l'entreprise, faisant référence à des normes ou des marques de qualité non françaises, l'entreprise fournira tous les documents complémentaires permettant d'en apprécier l'équivalence. Ces documents devront être transmis au maître d'œuvre au moins un mois avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement.

Seuls pourront être acceptés les documents en français et les certificats émis par les organismes accrédités par les organismes d'accréditation signataires des accords dits "E.A.", ou à défaut ayant fourni la preuve de leur conformité à la norme EN 45011.

6.2 MISE A DISPOSITION DE CARRIERES OU LIEUX D'EMPRUNT

Sans objet.

6.3 CARACTERISTIQUES, QUALITES, VERIFICATIONS, ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS

6.3.1 Caractéristiques et qualité

Le C.C.T.P. définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du C.C.A.G. et du C.C.T.P. concernant les caractéristiques et qualité des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives sur le chantier.

Sauf accord intervenu entre le maître d'œuvre et l'entreprise sur des dispositions différentes, les vérifications de qualités sont exécutées par le Maître d'œuvre.

6.3.2 Vérifications

Le C.C.T.P. précise quels matériaux, produits et composants de construction feront l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières de l'entreprise ou de sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

Sauf accord intervenu entre le maître d'œuvre et l'entreprise sur des dispositions différentes, les vérifications et la surveillance sont exécutées par le maître d'œuvre.

6.3.3 Essais complémentaires

Le maître d'œuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché :

- s'ils sont effectués par l'entreprise, ils seront rémunérés par application d'un prix de bordereau, éventuellement déterminé conformément aux dispositions de l'article 14 du C.C.A.G. travaux,
- s'ils sont effectués par un tiers, ils seront rémunérés par le maître de l'ouvrage.

6.4 PRISE EN CHARGE, MANUTENTION ET CONSERVATION PAR L'ENTREPRENEUR DES MATERIAUX ET PRODUITS FOURNIS PAR LE MAITRE DE L'OUVRAGE

Le C.C.T.P. désigne les matériaux, produits et composants de construction qui seront fournis par le maître de l'ouvrage et précise les lieux et cadences de leur prise en charge ainsi que les modalités de leur manutention et de leur conservation à assurer par l'entreprise.

En complément à l'article 26 du CCAG, il est précisé que l'entreprise s'engage à assumer, pendant toute la durée des travaux, la garde, l'entretien, la réparation et le maintien en bon état d'usage, de tenue ou de fonctionnement des ouvrages, matériels et installations mis à sa disposition par le maître d'ouvrage.

7. IMPLANTATION DES OUVRAGES

7.1 PIQUETAGE GENERAL

Sans objet.

7.2 PIQUETAGE SPECIAL DES OUVRAGES SOUTERRAINS OU ENTERRES

Sans objet.

8. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

8.1 PERIODE DE PREPARATION – PROGRAMME D'EXECUTION DES TRAVAUX

Il est fixé une période de préparation qui est comprise dans le délai d'exécution. Elle commence au début de ce délai et s'achève dix (10) jours après la remise au maître d'œuvre des documents visés ci-dessous.

Il est procédé au cours de cette période, aux opérations suivantes à la diligence respective des parties contractantes :

- par les soins du maître de l'ouvrage et/ou du maître d'œuvre,
- par les soins de l'entreprise titulaire,

à l'approbation du calendrier d'exécution élaboré par le maître d'œuvre et présentation au visa du maître d'œuvre du programme d'exécution des travaux, accompagné du projet des installations de chantier et les ouvrages provisoires, prévu à l'article 28-2 du C.C.A.G.

L'absence de visa du maître d'œuvre ne fait pas obstacle à l'exécution proprement dite des travaux.

Etablissement et présentation au visa du maître d'œuvre des plans d'exécution, notes des calculs et études de détail nécessaires pour le début des travaux, dans les conditions prévues à l'article 29 du C.C.A.G. et à l'article 8.2 ci-après.

L'absence de visa du maître d'œuvre fait obstacle à l'exécution proprement dite des travaux.

Etablissement et présentation au visa du coordonnateur de sécurité dans un délai de 30 (trente) jours à compter de la date de la période de préparation du plan particulier de sécurité et de protection de la santé prévu par la section 5 du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994.

Cette obligation est applicable à chaque entrepreneur, co-traitants et sous-traitants de l'entreprise titulaire.

L'absence de visa du coordonnateur de sécurité fait obstacle à l'exécution proprement dite des travaux.

8.2 PLANS D'EXECUTION – NOTES DE CALCULS – ETUDES DE DETAIL

Les plans d'exécution des installations sont établis par l'entreprise dans un délai de 15 jours et soumis avec les notes de calcul et études de détail au visa du maître d'œuvre. Ce dernier doit les renvoyer à l'entreprise avec ses observations éventuelles au plus tard 10 jours après leur réception.

8.3 **MESURES D'ORDRE SOCIAL – APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL**

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal de salariés par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier ne peut excéder 10 % (dix pour cent) et le maximum de réduction possible de leur salarié est fixé à 10 % (dix pour cent).

8.4 **ORGANISATION, MESURES PARTICULIERES CONCERNANT LA SECURITE ET LA PROTECTION DE LA SANTE**

8.4.1 **Installation de chantier**

L'installation des chantiers de l'entreprise bénéficie des facilités suivantes données par le maître de l'ouvrage : mise à disposition d'eau et d'électricité.

Les frais y afférent (raccordements, branchements, compteur.... et consommations) étant à la charge de l'entreprise titulaire. Les emplacements ci-après désignés sont mis gratuitement à la disposition de l'entreprise pour ses installations de chantier et dépôts provisoires de matériels et matériaux.

8.4.2 **Installations à réaliser**

Les installations suivantes sont réalisées par l'entreprise, à ses frais :

- un bureau pour les réunions de chantier,
- les équipements et les appareils nécessaires aux essais sur place prévus au C.C.T.P.

8.4.3 **Mesures particulières**

Les mesures particulières ci-après concernant la sécurité et la protection de la santé sont à prendre par l'entrepreneur.

Dispositions générales

La nature et l'étendue des obligations qui incombent à l'entreprise titulaire en application des dispositions du Code du Travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs.

D'autre part, l'entreprise titulaire s'engage à insérer dans ses contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect par ses sous-traitants des prescriptions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et du décret d'application n° 94-1159 du 26 décembre 1994.

8.4.4 Signalisation des chantiers

La signalisation des chantiers dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique sera réalisée par l'entreprise.

8.4.5 Sujétions de dépose et d'évacuation

Les sujétions de dépose, de tri et d'élimination des produits de démolition, de démontage ainsi que tous déchets liés à l'exécution des travaux sont précisées dans le cahier des clauses techniques particulières.

9. CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX

9.1 ESSAIS ET CONTROLES EN COURS DE TRAVAUX

9.1.1 Contrôle de la bonne exécution

Au cours de l'exécution des prestations, le maître d'ouvrage et/ou maître d'œuvre peuvent refuser tout élément des prestations, même déjà incorporé dans un ensemble, qui ne satisfait pas aux conditions exigées par les documents techniques du marché. L'exercice de la surveillance des travaux par le maître d'œuvre laisse entière la responsabilité de l'entreprise titulaire et ne limite pas le droit du maître d'ouvrage de refuser les prestations reconnues défectueuses ou non performantes au moment des opérations de vérifications prévues à l'article 9.1.2 ci-dessous.

9.1.2 Essais et contrôles

Les essais et contrôles des prestations ou installations prévus par le C.C.T.G. ou le C.C.T.P. sont notamment les suivants :

- les essais à blanc,
- les épreuves hydrauliques,
- la vérification des performances.

Ces essais et contrôles seront actés par procès-verbal signé contradictoirement par les parties.

Les dispositions du chapitre 3 de l'article 24 du C.C.A.G., relatives aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits, sont applicables à ces essais et contrôles.

9.1.3 Essais et contrôles supplémentaires

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles en sus de ceux définis par le marché :

- s'ils sont effectués par l'entrepreneur, ils sont rémunérés par application d'un prix de bordereau,
- s'ils sont effectués par un tiers, ils sont rémunérés directement par le maître de l'ouvrage,
- s'ils résultent d'une faute prouvée de l'entreprise titulaire, ils seront pris en charge par l'entreprise.

9.2 RECEPTION

La réception interviendra à l'entier achèvement des travaux de l'entreprise titulaire après vérification de la conformité des performances des équipements fournis et installés aux stipulations du marché, dans les conditions définies à l'article 41 du C.C.A.G. Travaux.

En complément aux dispositions de l'article 41 du C.C.A.G., il est précisé :

- lorsque le maître d'ouvrage estime que le résultat des vérifications prévues à l'article 9.1.2 ci-dessus ne permet ni la réception, ni la réception avec réfaction, il prononce le rejet de tout ou partie des prestations de l'entreprise titulaire. La décision de rejet doit être motivée. Elle est notifiée dans les cinq jours qui suivent la date du procès-verbal prévue à l'article 9.1.2.
- l'entreprise titulaire dispose alors de vingt et un jours pour présenter ses observations. Passé ce délai, elle est réputée avoir accepté la décision du maître d'ouvrage. Si le titulaire formule ses observations, le maître d'ouvrage dispose de vingt et un jours pour notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification, le maître d'ouvrage est réputé avoir accepté les observations du titulaire. Le délai ouvert au titulaire ne justifie pas par lui-même une prolongation du délai contractuel d'exécution.

9.3 PRISE DE POSSESSION ANTICIPEE DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGES

Sans objet.

9.4 MISE A DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGES

Sans objet.

9.5 DOCUMENTS FOURNIS A L'ACHEVEMENT DES TRAVAUX

Les plans et autres documents à remettre par l'entreprise au maître d'œuvre comme indiqué à l'article 4-5 ci-dessus seront présentés conformément aux stipulations du C.C.T.P.

9.6 DELAIS DE GARANTIE

9.6.1 Par dérogation à l'article 44.1 du C.C.A.G., les prestations, objet du marché, font l'objet d'une garantie technique de la part de l'entreprise titulaire.

Cette garantie inclut le démontage, le remplacement ou la remise en état et le remontage des parties qui seraient reconnues défectueuses.

Elle inclut également l'obligation de remédier aux erreurs de conception et défauts de montage.

Sont couverts, outre les frais de main-d'œuvre, les frais de mise en état des parties défectueuses ou le prix des pièces fournies en remplacement, les frais afférents aux déplacements du personnel, à l'emballage et au transport du matériel entraînés par la remise en état -qu'il y soit procédé sur le lieu d'exploitation du matériel ou dans les établissements de l'entreprise titulaire- ou par le remplacement.

- 9.6.2** Pendant la durée de la garantie, le titulaire reste tenu d'exécuter tout réglage, mise au point ou modification nécessaire pour satisfaire aux stipulations contractuelles.
- 9.6.3** Les prestations incombant au titulaire, au titre de la garantie, doivent être exécutées dans le plus bref délai possible, en tenant compte des contraintes de l'exploitation qui auront été portées à sa connaissance. Le titulaire doit prendre, à ses frais, toutes mesures éventuellement nécessaires, telles que dépannage, pour répondre au mieux à ces exigences.
- 9.6.4** Le titulaire n'est libéré de son obligation de garantie qu'en cas d'avarie provenant de la force majeure, d'une usure normale ou d'une faute du maître d'ouvrage telle que défaut de surveillance ou de maintenance, fausse manœuvre, conditions d'exploitation non conformes aux prescriptions d'installation, d'emploi ou de maintenance données par le titulaire.
- 9.6.5** Sauf stipulations différentes d'autres pièces du marché, la durée de la garantie est de douze mois à compter de la date d'effet de la réception.
- 9.6.6** Si, pendant la durée de la garantie, le matériel est indisponible, par suite d'usure anormale, de rupture ou de mauvais fonctionnement d'un élément, le délai de garantie de l'ensemble du matériel rendu indisponible est majoré de toutes les périodes d'indisponibilité.
- 9.6.7** Si, pendant la durée de la garantie, il est nécessaire de procéder au remplacement d'une partie du matériel reconnue défectueuse, le délai de garantie ne court, pour la partie considérée, que de la date de la mise en service des éléments de remplacement.
- Si, à l'expiration de la garantie, le titulaire n'a pas procédé au remplacement, le délai de garantie est prolongé jusqu'à exécution complète des réparations.
- 9.6.8** A l'expiration de la durée de garantie, éventuellement prolongée, les sûretés constituées au titre de l'article 5 ci-avant sont libérées à la demande de l'entreprise titulaire.

ASSURANCES

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, l'entreprise (ainsi que les co-traitants et sous-traitants) doit(vent) justifier qu'il(s) est(sont) titulaire(s) :

- d'une assurance garantissant le maître d'ouvrage et les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux,
- d'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du Code Civil,

au moyen d'attestations portant mention de l'étendue des garanties.

